

**MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DU BUDGET**

**DIRECTION
DE LA
COMPTABILITÉ PUBLIQUE**

**Sous-direction C
BUREAU C2**

Classement
A1

**INSTRUCTION N° 88-103-A1
du 5 septembre 1988**

NOR : BUD R 88 00117 J

(Texte publié au *Bulletin officiel de la Comptabilité publique*)

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° du
n° du
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction :

n° du

RECOUVREMENT DE L'IMPÔT DIRECT

PROCÉDURE DE TRANSACTION

ANALYSE

Transaction avant mise en recouvrement

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

Dans le cadre des opérations de contrôle fiscal, la transaction permet d'atténuer les amendes fiscales ou pénalités d'impôt non définitives, en contrepartie de l'engagement du contribuable de régler — éventuellement suivant un échéancier de paiement — les sommes laissées à sa charge, et de renoncer à toute procédure contentieuse.

Compte tenu de l'intérêt de cette procédure, tant pour les services d'assiette que de recouvrement, la direction générale des Impôts a invité ses services à l'utiliser plus largement et, en particulier, dès avant la mise en recouvrement.

Les comptables trouveront ci-joint en annexe l'instruction correspondante du 1^{er} juillet 1988.

DIFFUSION

GT

68

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

RGP	TPG	DOM	RF	TP-RP	P
-----	-----	-----	----	-------	---

Leur attention est plus particulièrement appelée sur les paragraphes 9, 10, 15, 18, 19, 20 et 21 et sur les points suivants :

1. MISE EN RECOUVREMENT

Après instruction de la transaction, les impositions sont normalement mises en recouvrement pour leur montant total (droits et pénalités encourues), qu'une transaction ait ou non été conclue.

Toutefois, dans le cas suivant, la mise en recouvrement peut intervenir pour le seul montant de l'imposition transactionnelle (droits + pénalités laissées à la charge du contribuable) :

- les délais de paiement accordés sont inférieurs ou égaux à six mois;
- la mise en recouvrement intervient avant la fin de la deuxième année suivant la date de notification des redressements.

Cette solution présente l'avantage d'éviter l'émission ultérieure et la comptabilisation de certificats de dégrèvement.

2. CONSULTATION DU COMPTABLE CHARGÉ DU RECOUVREMENT

La transaction avant mise en recouvrement s'intègre dans le processus normal des opérations de vérification d'un contribuable.

Compte tenu des délais existant à chaque stade de cette procédure et des délais de prescription en matière d'assiette, il importe que le comptable, **obligatoirement consulté** si des délais de paiement sont envisagés ou demandés en plus des modérations, fasse connaître au vérificateur ses observations dans les plus brefs délais possibles.

3. INFORMATION DU COMPTABLE

En cas d'acceptation de la proposition de transaction, le comptable chargé du recouvrement est avisé au moyen d'un imprimé n° 4832 *bis*, qui lui est transmis accompagné d'un exemplaire du contrat de transaction, par l'intermédiaire du trésorier-payeur général.

Le trésorier-payeur général prend note, en annexe du fichier du contrôle fiscal, de la transaction accordée et enregistre le terme ultime de son règlement.

À cette date, à défaut d'informations sur la suite donnée à l'exécution de la transaction, il doit prendre l'attache du comptable afin de provoquer soit le dégrèvement, soit la caducité de la transaction (cf. ci-après § 4 et 5).

4. EXÉCUTION DE LA TRANSACTION

Lorsque le paiement est intervenu conformément aux clauses de la transaction, le comptable renvoie au directeur des Services fiscaux, par l'intermédiaire du trésorier-payeur général, l'imprimé n° 4832 *bis* dûment complété.

Le directeur des Services fiscaux doit alors procéder immédiatement à l'ordonnancement du dégrèvement des sommes qui excèdent le montant de la transaction.

5. CADUCITÉ DE LA TRANSACTION

La caducité de la transaction intervient si, contrairement à ses engagements, le contribuable :

- engage une procédure contentieuse;
- ou ne respecte pas les délais de paiement.

Dans le premier cas, le comptable est informé par le directeur des Services fiscaux, sous couvert du trésorier-payeur général.

Dans le second cas, il lui appartient de provoquer la décision de caducité, et, éventuellement, la mise en recouvrement complémentaire, au moyen de l'imprimé n° 4832 *bis*.

Il importe donc que les délais de paiement sur transactions soient suivis avec une attention toute particulière, afin de signaler toute défaillance au directeur des Services fiscaux.

Bien entendu, lorsqu'une transaction devient caduque, il y a lieu de poursuivre aussitôt activement le recouvrement de la totalité des impositions dues.

Toute difficulté rencontrée à l'occasion de la mise en œuvre des procédures de transaction devra être signalée à la direction sous le timbre du bureau C2.

Le directeur de la Comptabilité publique,
Pour le directeur de la Comptabilité publique,
Le sous-directeur chargé de la sous-direction « C »,

DÉNIEL.

ANNEXE

— 4 —

à l'Instruction n° 88-103-A1

du 5 septembre 1988

BULLETIN OFFICIEL DES IMPÔTS

N° 127 du 1^{er} juillet 1988

DIRECTION GÉNÉRALE
DES IMPÔTS

SERVICE
DE LA LÉGISLATION FISCALE

Classement
13 T

1

13 R.C.
*31

***13 T-1-88**

Instruction du 1^{er} juillet 1988

Juridiction gracieuse. Mesures d'application
Demandes des contribuables. Transactions avant mise en recouvrement
Circuit des documents en matière gracieuse

T 15

(LPF art. L 247)

[D.G.I.- Bureau IV A 1]

1. La présente instruction a pour objet :

- de rappeler les principes applicables en matière de conclusion des transactions ;
- de présenter le nouveau circuit des documents administratifs dans le cas de transactions avant mise en recouvrement, et d'une façon plus générale, chaque fois que la décision est prise par les directeurs départementaux adjoints et inspecteurs principaux par délégation.

2. La transaction est une procédure qui peut être utilisée en vue d'atténuer les amendes fiscales ou les majorations d'impôt lorsque ces pénalités et, le cas échéant, les impositions auxquelles elles s'ajoutent ne sont pas définitives (art. L 247 du LPF). La transaction présente l'avantage d'empêcher l'engagement ou la poursuite de toute procédure contentieuse après l'accomplissement des obligations qu'elle prévoit (art. L 251 du LPF).

Si, habituellement, la transaction est conclue après la mise en recouvrement des impositions, il est également possible de la conclure *avant la mise en recouvrement*.

Sauf dans le cas où des poursuites correctionnelles pour fraude fiscale paraîtront pouvoir être envisagées, la transaction devra être utilisée plus largement, notamment lorsqu'une réclamation contentieuse s'avérera probable, quelle que soit la procédure de redressement utilisée (procédure contradictoire ou procédure d'office). La transaction est, en effet, l'un des moyens les plus sûrs de la prévention du contentieux.

I - PRINCIPE ET DOMAINE DE LA TRANSACTION :

3. En droit fiscal, la transaction *ne peut, en aucun cas, conduire à une atténuation de l'impôt en principal* quelle que soit sa nature (droit, taxe, prélèvement, redevance, etc...).

Elle consiste à consentir au redevable une atténuation d'amendes fiscales ou de majorations prononcées ou simplement encourues, lorsque ces pénalités, et le cas échéant, les impositions en principal ne sont pas définitives (1).

4. En contrepartie, le contribuable bénéficiaire de la transaction s'engage à verser au Trésor, en sus des droits et des frais éventuellement exigibles, une somme fixée par le Service, inférieure aux pénalités qu'il a encourues ou qui ont été prononcées contre lui, et renonce à toute procédure contentieuse née ou à naître visant les droits et pénalités.

Après approbation par l'autorité compétente et exécution par le redevable, la transaction est définitive tant en ce qui concerne les droits que les pénalités, et fait obstacle pour les deux parties — Administration et contribuable — à toute introduction ou reprise d'une procédure contentieuse.

(1) Une imposition est dite « définitive » lorsque les délais de réclamation sont expirés ou lorsqu'une décision de justice irrévocable est intervenue (cf. DB 13 S 231 n° 3 et suivants).

Classement 13 T

1

II - DEPOT DE LA DEMANDE DE TRANSACTION AVANT MISE EN RECouvreMENT — INCIDENCES SUR LA CLOTURE DES OPERATIONS DE CONTROLE :

5. A la suite de la réception d'une notification de redressement, le contribuable a la possibilité, *sans attendre que l'imposition soit arrêtée et mise en recouvrement*, de présenter une demande de transaction, en adressant le cas échéant sa demande directement au service qui a établi la notification de redressement. *Cette demande peut donc intervenir dans le cadre d'une procédure de redressement unifiée ou dans le cadre d'une procédure d'office.* Elle peut, selon la procédure, être également formulée après l'envoi de la lettre de réponse aux observations du contribuable ou après réception, par celui-ci, de la lettre de motivation des pénalités.

6. *La demande de transaction n'interrompt pas la procédure de contrôle.* Le cas échéant, le vérificateur adressera, comme à l'habitude, la réponse aux observations du contribuable ou la lettre de motivation visée par son supérieur hiérarchique. Il sera seulement précisé alors, sur ces documents, que la demande de transaction est en cours d'instruction.

Le vérificateur rédigera le rapport de vérification, les documents d'imposition et la fiche n° 3970 *sans tenir compte de la demande de transaction*. Sur ces trois documents seront mentionnées les pénalités légalement applicables. En revanche, le montant des pénalités transactionnelles proposées par le vérificateur figurera dans la feuille d'instruction n° 4800.

7. Le rapport de vérification, les documents d'imposition et la fiche 3970 seront normalement transmis à la Direction. Toutefois, *celle-ci sera avisée de la demande de transaction en cours d'instruction par la mention « TRANSACTION EN COURS », suivie des impôts et années concernées, qui sera portée en rouge sur la couverture du rapport de vérification.* La Direction transmettra la fiche 3970 au C.R.I. et mettra les documents d'imposition en attente de la suite qui sera donnée au dossier gracieux.

III - INSTRUCTION DE LA DEMANDE DE TRANSACTION PROCEDURE

A) Rôle du vérificateur :

8. En même temps qu'il rédigera le rapport de vérification et les documents d'imposition, le vérificateur consignera son avis sur la demande de transaction à l'aide d'une feuille d'instruction gracieuse n° 4800 (1).

Il proposera systématiquement le rejet de la demande de transaction dans les deux cas suivants :

- les pénalités appliquées ne sont constituées, en totalité, que d'intérêts ou d'indemnités de retard, et ne peuvent donner lieu qu'à une remise ou à une modération gracieuse lorsque les impositions seront devenues définitives ;
- des poursuites correctionnelles pour fraude fiscale paraissent pouvoir être envisagées.

9. Dans les autres situations, après s'être assuré que la demande émane du contribuable intéressé ou d'un représentant qualifié, le vérificateur procédera à l'instruction au fond en appréciant le mérite de la demande et en veillant à conserver la hiérarchie des peines (en la matière, se reporter à la Documentation de base 13 S 2433, n° 19 et suivants et 13 T 1222, n° 21 et suivants). *Le vérificateur devra en outre obligatoirement si des délais de paiement sont demandés ou envisagés, recueillir l'avis du service du recouvrement sur les délais qui pourraient être accordés au contribuable, compte tenu de la date prévisible de la mise en recouvrement et du montant des sommes qui devront être laissées à la charge de l'intéressé.*

10. Ces opérations devront être effectuées dans le délai le plus court possible :

- le vérificateur devra nécessairement avoir adressé sa demande d'avis au service du recouvrement (2) et avoir rédigé son avis sur la feuille d'instruction n° 4800 *avant* de faire parvenir à la Direction le rapport de vérification ;
- il devra remettre la feuille n° 4800, revêtue de son instruction, à son chef de brigade *au plus tard dans les quinze jours* de la réception de l'avis du comptable chargé du recouvrement.

B) Rôle du chef de brigade :

11. Le chef de brigade devra alors :

- transmettre le dossier gracieux à la Direction si le montant des sanctions faisant l'objet de la demande, apprécié par cote, exercice ou affaire (3) excède les limites de la délégation qui lui a été accordée par

(1) L'affaire doit être enregistrée sur le registre des réclamations.

(2) S'il est envisagé de proposer des transactions portant à la fois sur des impôts recouvrés par des comptables du Trésor et sur d'autres recouvrés par des comptables de la DGI, chaque comptable doit être consulté pour les impôts dont il a la charge du recouvrement.

(3) L'appréciation se fait par cote en matière d'impôts directs, par exercice en matière de taxes sur le chiffre d'affaires et par affaire en matière de droits d'enregistrement (cf. DB 13 S 2511, n° 2). Il est précisé que les infractions concernant les contributions indirectes, les récépissés de consignation, les céréales et le droit de timbre ne sont pas concernées par la présente instruction.

le Directeur (1); dans ce cas, le chef de brigade devra consigner son avis sommaire sur la suite à donner à l'affaire et veiller à faire parvenir le dossier à la Direction *au plus tard quinze jours* après l'avoir reçu du vérificateur;

— instruire immédiatement le dossier gracieux et prendre lui-même la décision dans le cas contraire.

C) Rôle de l'autorité compétente pour prendre la décision (Chef de brigade ou Direction) :

12. Quelle que soit l'autorité habilitée à prendre la décision, celle-ci devra intervenir *rapidement* compte tenu du fait que les documents d'imposition seront momentanément conservés à la Direction. Bien entendu, celle-ci devra *exercer une surveillance* sur ces dossiers en attente afin de ne pas laisser prescrire les impositions. En cas de risque de prescription (2), il conviendra de mettre les impositions en recouvrement, tout en avisant le contribuable que cette mise en recouvrement ne préjuge pas la suite qui sera donnée à sa demande de transaction. La mise en recouvrement pourra également être effectuée lorsque une procédure de redressement judiciaire est ouverte ou s'il existe un risque d'organisation de son insolvabilité par le contribuable.

La décision prise pourra être :

13. a) *Une décision de rejet* (soit dans les deux situations visées ci-dessus n° 12, soit lorsque les circonstances de l'affaire ne permettent pas de proposer une transaction) :

Dans cette hypothèse, la décision sera notifiée au contribuable soit à l'aide d'un imprimé n° 4828, soit à l'aide d'un imprimé à duplication carbonée n° 4810-3 (1^{er} feuillet).

En cas d'utilisation d'un imprimé n° 4828, la date d'envoi sera consignée sur la feuille n° 4800, celle-ci sera classée dans le rapport de vérification et un avis n° 4834 sera adressé au service du recouvrement pour information.

En cas d'utilisation d'un imprimé n° 4810-3, le feuillet n° 2 sera adressé au comptable des impôts ou du Trésor et le feuillet n° 3 sera classé, avec la feuille n° 4800, dans le rapport de vérification.

Sauf s'il a été nécessaire de procéder à la mise en recouvrement (cf. n° 12), les références au rôle ou à l'avis de mise en recouvrement seront remplacées, sur ces imprimés, par la mention « impositions non encore mises en recouvrement ».

14. b) *Une proposition de transaction :*

Celle-ci sera faite au redevable à l'aide d'un imprimé n° 4816 auquel seront joints deux exemplaires de la transaction proposée (imprimé n° 4822). En la matière se reporter à la Documentation de base 13 T 15 et suivants.

Sauf s'il n'a pas été possible de différer la mise en recouvrement (cf. n° 12) ou si la mise en recouvrement porte exceptionnellement sur le montant de l'imposition transactionnelle (cf. n° 20), il conviendra de faire figurer, sous l'art. 2 de l'imprimé n° 4822 le texte suivant :

« L'imposition susvisée sera mise en recouvrement pour son montant total (impôt en principal, pénalité encourue et frais). Dès que M.... aura rempli les obligations prévues par la présente transaction, un dégrèvement égal à la différence entre les sommes mises en recouvrement et celles laissées à sa charge en vertu de l'article 1^{er} ci-dessus, sera prononcé par le Directeur des Services fiscaux ».

L'envoi des imprimés n° 4816 et 4822 s'effectuera dans la même enveloppe, adressée au contribuable par lettre recommandée avec accusé de réception postal. Le contribuable disposera d'un délai de trente jours pour faire parvenir son accord ou ses observations (cf. Documentation de base 13 T 1513).

15. *En cas d'acceptation*, un des exemplaires signés par l'autorité ayant pris la décision et par le contribuable sera adressé au contribuable à l'aide d'un imprimé n° 4818.

Dans cette hypothèse, la feuille n° 4800 sera annotée, et le service du recouvrement sera avisé de la transaction à l'aide d'un imprimé n° 4832 (recette) ou n° 4832 bis (perception). L'imprimé n° 4832 bis sera obligatoirement adressé au Trésorier-payeur général qui se chargera de le faire parvenir au comptable du Trésor chargé du recouvrement. Il conviendra, comme pour l'imprimé n° 4834 de faire figurer la mention « impositions non encore mises en recouvrement » au lieu et place des références de cette imposition.

En outre, afin d'assurer une complète information du comptable, s'agissant d'impositions non encore mises en recouvrement, *un exemplaire du contrat de transaction sera joint à l'imprimé n° 4832 ou 4832 bis.*

En cas de défaut de réponse dans le délai, les conditions de la transaction notifiées au redevable lui seront confirmées au moyen d'une lettre n° 4820. L'intéressé aura 10 jours pour renvoyer les imprimés n° 4822 signés. A défaut, sa demande sera rejetée (cf. n° 13).

(1) Depuis la décision du Directeur Général du 4 décembre 1986, commentée par note 13 RC, n° 44 du 8 décembre 1986, les directeurs départementaux adjoints et inspecteurs principaux peuvent recevoir délégation, en matière gracieuse, dans la limite que le Directeur juge souhaitable.

(2) L'Administration dispose, pour mettre en recouvrement une imposition, d'un délai égal au délai de reprise. Le point de départ de ce délai de mise en recouvrement est la date de l'acte interruptif de prescription (notification de redressement, procès-verbal, etc...).

Classement

13 T

1

16. En cas de refus pur et simple, ou de refus n'apportant aucun élément nouveau, le rejet de la demande de transaction sera prononcé (cf. n° 13).

D) Rôle de la Direction lorsque la décision a été prise :

17. Dès la décision prise, ou dès que la direction aura reçu du chef de brigade la chemise n° 4800 avec la décision prise par celui-ci, elle portera en rouge, sur le rapport de vérification :

- soit la mention : « Demande de transaction rejetée » et fera assurer la mise en recouvrement;
- soit la mention « Transaction accordée », fera assurer la mise en recouvrement et enregistrera l'affaire sur le registre de surveillance n° 4836.

**

18. Il est particulièrement insisté sur la *nécessité de traiter rapidement les dossiers gracieux de demandes de transaction avant mise en recouvrement.*

Compte tenu du délai laissé au contribuable pour répondre à la proposition de transaction, il ne devrait pas s'écouler un délai supérieur à trois mois entre la réception de l'avis du comptable chargé du recouvrement et l'envoi au contribuable, soit de l'avis de rejet, soit de l'imprimé n° 4818.

19. Du fait du raccourcissement du délai de prescription et de l'augmentation des cas où la saisine de la Commission départementale des Impôts directs et des taxes sur le chiffre d'affaires pourra être demandée, *les impositions seront désormais mises en recouvrement pour leur montant total* (droits et pénalités encourues) *qu'une transaction ait ou non été conclue.* (1) Ce mécanisme permettra :

- de fixer au contribuable, pour s'acquitter des sommes, un délai qui tiendra compte des circonstances de l'affaire, sans avoir à se préoccuper d'une mise en recouvrement complémentaire pour le cas où la transaction serait déclarée caduque;
- de poursuivre *immédiatement* le recouvrement de la totalité des impositions lorsque la transaction sera déclarée caduque.

En contrepartie, et comme dans les cas où la transaction est conclue après la mise en recouvrement, la direction *procédera sans délai à l'ordonnancement des sommes dégrévées dès la réception, en retour du service du recouvrement, de l'imprimé n° 4832 ou 4832 bis* lorsque le contribuable aura respecté les clauses de la transaction.

20. Toutefois dans le cas où le délai laissé au contribuable pour s'acquitter des sommes dues sera inférieur ou égal à six mois et où la mise en recouvrement pourra intervenir avant la fin de la deuxième année suivant la date de la notification de redressements, il sera possible de ne mettre en recouvrement, comme par le passé, que le montant de l'imposition transactionnelle (droits + pénalités laissées à la charge du contribuable). (2).

Afin de garantir les droits du Trésor, il conviendra, lorsque cette solution sera retenue, de procéder de la façon suivante :

Le texte d'information visé au n° 14 ne sera pas inscrit sur l'imprimé n° 4822;

— les documents d'imposition seront modifiés par la direction à la réception de l'acceptation de la transaction par le contribuable ou à la réception de la transaction conclue par le service de base, avant l'envoi du dossier de taxation au service local;

— la transaction de cette nature sera portée dans une partie spéciale, à aménager sur le registre n° 4836 de surveillance de la direction, la date d'expiration du délai de mise en recouvrement étant portée en rouge dans la colonne « observations » de ce registre, précédée de la mention « P » (prescription);

— chaque année, dans le courant du mois de juillet, la direction s'assurera auprès du comptable concerné que les transactions portées dans une partie spéciale du registre et dont le délai de mise en recouvrement expire au 31 décembre ont bien été exécutées; *à défaut, et si cela n'a pas encore été effectué, elle prononcera immédiatement la caducité de la transaction* (cf. n° 21) *et fera assurer sans délai la mise en recouvrement de la fraction complémentaire des pénalités.*

21. * En ce qui concerne la caducité, celle-ci sera prononcée par le directeur qui avait proposé la transaction(3) :

— soit sur information du comptable des impôts ou du Trésor, à l'aide de l'imprimé n° 4832 ou 4832 bis, dans le cas où le contribuable n'a pas respecté ses obligations (par exemple, non respect de l'échéancier de paiement);

(1) Dans ce cas, il n'y aura plus lieu en conséquence de remplir les lignes réservées aux cas de transactions sur les matrices n° 1551 MI et 1806 MI.

(2) Dans ce cas, les lignes réservées en matière de transaction sur les matrices n° 1551 MI et 1806 MI continueront à être servies conformément aux dispositions prévues à ce titre par l'instruction du 17 octobre 1984 (*4 Q-4-84, n° 52) pour l'impôt sur les sociétés et par la note du 14 janvier 1987 *5 P-1-87, n° 15) pour l'impôt sur le revenu.

(3) Même lorsque la proposition avait été faite au contribuable par délégation par le directeur départemental adjoint ou l'inspecteur principal.

— soit spontanément, dans le cas où le contribuable renoncerait à la transaction en déposant une réclamation. Dans ce cas, le comptable des impôts ou du Trésor est immédiatement informé.

Le contribuable sera informé de la caducité de la transaction au moyen d'une lettre dont le modèle est ci-joint, en annexe.

IV - MODALITES DE NOTIFICATION DES DECISIONS GRACIEUSES PRISES PAR DELEGATION PAR LES DIRECTEURS DEPARTEMENTAUX ADJOINTS ET LES INSPECTEURS PRINCIPAUX

22. Depuis la décision du Directeur Général du 4 décembre 1986 commentée par la note 13 RC n° 44 du 8 décembre 1986, les directeurs départementaux adjoints et les inspecteurs principaux peuvent se voir accorder une délégation de signature en matière gracieuse dans une limite fixée par les directeurs au niveau qu'ils jugent souhaitable. Ce dispositif était précisément destiné à permettre de traiter plus rapidement les demandes gracieuses et à faciliter la conclusion des transactions avant mise en recouvrement.

Toutefois, dans le cadre de la déconcentration de l'ordonnancement, il a été précisé que les chefs de centre ne sont pas habilités à signer les certificats de dégrèvement des décisions gracieuses prises dans le cadre de la délégation de signature précitée (cf. instruction du 13 novembre 1987, BOI *13 P-2-87, n° 19). Ces décisions gracieuses continuent donc à être ordonnancées par les directions.

Dès lors, les différentes situations pouvant se présenter sont les suivantes :

23. **REJET** : L'agent (1) notifie la décision au contribuable (imprimé n° 4826 ou imprimé à duplication carbonée n° 4810-3-1^{er} feuillet) et au comptable chargé du recouvrement (avis n° 4828 ou imprimé à duplication carbonée n° 4810-3-2^e feuillet), puis adresse les autres pièces du dossier gracieux à la direction qui procède aux annotations statistiques.

24. **REMISE OU MODERATION SIMPLE** : L'agent notifie la décision au contribuable à l'aide du premier feuillet soit de l'imprimé n° 4810-1bis (impôts recouverts par les comptables du Trésor), soit de l'imprimé n° 4810-2 (impôts recouverts par les comptables de la D.G.I.) (2). Les autres feuillets et pièces du dossier gracieux sont immédiatement adressés à la direction qui doit assurer sous huitaine l'ordonnancement de cette décision selon les mêmes modalités qu'au cas où elle aurait été prise par la direction. Si l'agent relève d'une direction régionale ou spécialisée, celle-ci adressera donc sans délai les documents précités à la direction des services fiscaux territorialement concernée.

25. **REMISE OU MODERATION CONDITIONNELLE OU TRANSACTION** : L'agent notifie au contribuable la décision à l'aide d'un imprimé n° 4824 (impôts recouverts par les comptables du Trésor) ou n° 4826 (impôts recouverts par les comptables de la D.G.I.) dans le cas de remise ou de modération conditionnelle. En cas de transaction, l'agent, qui a, au préalable, proposé la transaction à l'aide des imprimés n° 4816 et 4822 let, le cas échéant 4820, utilisera l'imprimé n° 4818.

Cet agent adressera de façon simultanée au comptable chargé du recouvrement l'imprimé de surveillance n° 4832 bis (comptables du Trésor) ou 4832 (comptables de la D.G.I.).

Le reste du dossier sera ensuite immédiatement adressé à la direction pour annotation statistique du sens de la décision et surveillance du respect, par le contribuable, des conditions de la remise, modération ou transaction. Cette surveillance, qui incombe à la direction à laquelle appartient l'agent qui a pris la décision, s'effectuera à l'aide du registre n° 4836.

26. Selon l'attitude du contribuable, la direction ordonnancera selon les modalités habituelles, le moment venu, la décision (s'il s'agit d'une direction régionale ou spécialisée cet ordonnancement sera effectué par la direction des services fiscaux territorialement compétente au reçu du dossier de la direction régionale ou spécialisée ayant assuré la surveillance). En cas de caducité de la décision de remise, modération ou transaction, la direction informera sans délai le contribuable et le comptable chargé du recouvrement (cf. n° 21).

Annoter : Documentation de base 13 S 221 n° 9, 13 T 1511 et 13 T 1514.

(1) Le terme « agent » désigne ici le directeur départemental adjoint ou l'inspecteur principal qui prend, par délégation, la décision gracieuse.

(2) S'il ne dispose pas d'imprimés autocopiants, l'agent pourra utiliser les imprimés n° 4824 ou 4826.

Classement
13 T

1

ANNEXE - Modèle de lettre de notification de caducité de la transaction

DIRECTION

SERVICE
DE LA
LEGISLATION ET DU CONTENTIEUX

--

--

TRANSACTION N°

--

A.R.

M.....,

Par décision du, un dégrèvement
deF vous avait été accordé sur l'imposition
figurant sous l'article

Ce dégrèvement était néanmoins subordonné :

- au paiement du surplus de la dette fiscale dans les
délais prévus,
- à la renonciation à toute action contentieuse

(premier)

Votre (deuxième) engagement n'ayant pas été tenu, je
ne puis que prononcer la caducité de cette décision transaction-
nelle.

Je vous prie d'agréer, M....., l'expression de
ma considération distinguée.

Le Directeur

(Nom du signataire)